

IL FALLAIT SE DÉFENDRE

L'HISTOIRE DU PREMIER GANG
DE RUE HAÏTIEN À MONTRÉAL



MAXIME AURÉLIEN
ET TED RUTLAND

L'histoire des Bélanger, premier gang de rue de Montréal, est racontée pour la première fois. Maxime Aurélien, le chef, dit le Montréal des années 1980, une ville face à ses démons : racisme, crime organisé, violence systémique. À l'horizon se profile l'appel des jeunes Noirs à la dignité. Car il fallait bien se défendre.

MÉMOIRE



D'ENCRIER

**LA LEÇON ÉTAIT
QU'IL Y AVAIT
UN RÉGLEMENT
POUR NOUS,
ET UN AUTRE POUR
LES BLANCS.**

MÉMOIRE 
D'ENCRER

1260, RUE BÉLANGER – BUREAU 201
MONTREAL, QUÉBEC H2S 1H9

INFO@MEMOIRENCRER.COM
MEMOIRENCRER.COM

IL FALLAIT SE DÉFENDRE

**L'HISTOIRE DU PREMIER GANG
DE RUE HAÏTIEN À MONTRÉAL**

IL FALLAIT SE DÉFENDRE

**L'HISTOIRE DU PREMIER
GANG DE RUE HAÏTIEN
À MONTRÉAL**



**MAXIME AURÉLIEN
TED RUTLAND**

Il fallait se défendre raconte l'histoire des Bélanger, le premier gang de rue haïtien de Montréal. Maxime Aurélien, le chef, témoigne : les années 1980 à Montréal, la place des jeunes racisés dans la ville, l'invention des gangs criminalisés. Écrit avec l'universitaire et activiste Ted Rutland, l'ouvrage retrace les faits et donne à entendre les voix avec une rare précision. Plutôt qu'une bande de délinquants violents, le gang était une réponse à la violence des autres : le racisme anti-Noir normalisé dans la ville, et la brutalité policière.

MAXIME AURÉLIEN est né à Port-au-Prince et a grandi à Montréal. Il est le premier chef de gang de rue haïtien de Montréal. Présentement, il est propriétaire de Cash Content, commerce de prêt sur gage et salon de barbier dans l'est de Montréal.

TED RUTLAND est professeur à l'Université Concordia. Ses recherches et son activisme portent sur les dynamiques raciales qui sous-tendent l'organisation urbaine et l'intervention policière dans les villes canadiennes.

TABLE

INTRODUCTION

UNE HISTOIRE DE GANG PAS COMME LES AUTRES	11
--	-----------

PAYSAGES DE COMMUNAUTÉ, RACISME ET VIOLENCE	35
--	-----------

De Port-au-Prince à Montréal : un voyage sans retour	38
--	----

La communauté haïtienne à Montréal dans les années 1970.....	48
---	----

Un ghetto noir dans une ville blanche	66
---	----

L'affaire du parc Bélanger.....	74
---------------------------------	----

LES GARS DE BÉLANGER	81
-----------------------------------	-----------

Notre communauté dans Saint-Michel.....	84
---	----

La ville aux mille diasporas	94
------------------------------------	----

Un bref retour à New York	101
---------------------------------	-----

Montréal et ma nouvelle vie	108
-----------------------------------	-----

ALLER NOUS DÉFENDRE	113
----------------------------------	------------

Racisme et violence à Montréal.....	116
-------------------------------------	-----

Prendre notre place dans la ville.....	131
--	-----

Ouvrir les portes de la ville.....	141
------------------------------------	-----

Un affrontement qui tourne mal	148
--------------------------------------	-----

PAYER LE LOYER.....	155
----------------------------	------------

Petits délits et autres jeux d'enfants.....	158
---	-----

Lutter pour progresser et lancer ma première entreprise	165
--	-----

Survivre et s'épanouir... ou presque	171
--	-----

DE NOUVEAUX GANGS ET UNE PANIQUE MORALE	183
--	------------

Nouveaux gangs haïtiens.....	186
------------------------------	-----

Le début d'une panique morale.....	194
------------------------------------	-----

Rencontres avec des gangs jamaïcains	202
--	-----

Conflits avec les gangs haïtiens	213
--	-----

LA FIN DES BÉLANGER	223
----------------------------------	------------

À la dérive	226
-------------------	-----

La répression policière	232
-------------------------------	-----

La vision de Ducarme	237
----------------------------	-----

Les démons et les drogues.....	241
--------------------------------	-----

ÉPILOGUE

QU'EST-CE QU'UN GANG ?	251
-------------------------------------	------------

INTRODUCTION
UNE HISTOIRE DE GANG
PAS COMME LES AUTRES

À la fin des années 1980, un nouvel enjeu social fit sa soudaine apparition dans les pages des journaux montréalais. Les médias mentionnaient qu'un certain nombre de gangs haïtiens émergeaient dans les quartiers de la ville, terrorisant les habitants. Composés de jeunes, pour la plupart des adolescents, ces gangs avaient toutefois une force collective importante. Adoptant la structure hiérarchique des organisations criminelles comme les Hells Angels et la mafia, les gangs créaient de nouveaux réseaux de distribution de drogue, de prostitution et d'extorsion, se disputant de plus en plus les territoires de ces marchés illicites. Alors que les articles de journaux abondaient en nouvelles révélations, un sentiment de panique gagnait la ville, générant une réactivité importante des différents acteurs montréalais. Le *Journal de Montréal* a rapporté que les gangs ne représentaient plus seulement une menace les uns pour les autres, car elles «terrorisaient le nord de la ville» et avaient «tout un arsenal» d'armes en leur possession¹. En septembre 1989, la police de Montréal a réagi en créant sa toute première escouade anti-gang de rue, une escouade ayant arrêté 150 jeunes Haïtiens au cours de sa première année d'opération². C'était le début d'une nouvelle ère, le début de la guerre contre les gangs à Montréal, devenue depuis lors une caractéristique permanente des opérations policières, ainsi qu'un élément fondamental des débats publics sur la criminalité, le maintien de l'ordre et la sécurité dans la métropole.

Durant cette période, de nombreux médias et rapports de police faisaient mention d'un gang en particulier, le premier gang haïtien de la ville. Le gang, connu sous le nom des Bélanger, aurait été formé au début des années 1980 dans un parc situé au nord-est de la ville où de jeunes Haïtiens se réunissaient pour jouer au soccer. Au fil du temps, le gang a accueilli de nouveaux membres et avait recours à la violence,

1. Serge Labrosse, « Des adolescents terrorisent le nord de la ville », *Journal de Montréal*, 26 août 1987; Serge Labrosse, « Tout un arsenal pour se défendre » *Journal de Montréal*, 26 janvier 1989.
2. David Johnson, « War on gangs », *Montreal Gazette*, 17 novembre 1990.

violence qui s'exacerbait de plus en plus, pour bâtir sa réputation et atteindre ses objectifs. Il paraît que le gang semait la terreur auprès des usagers des transports en commun dans les réseaux de métro et d'auto-bus, qu'il aurait volé de l'argent à des jeunes ainsi que des sacs à main à des femmes âgées, puis qu'il aurait progressivement évolué vers des actes criminels de plus grande envergure. Toujours d'après les médias, l'arrivée de gangs rivaux dans d'autres quartiers du nord-est à la fin des années 1980 a entraîné les Bélanger dans une guerre amère et violente qui avait pour objectif d'affirmer leur suprématie et leur contrôle du territoire. Selon un rapport de police, l'objectif principal de la guerre des gangs était d'imposer ou de maintenir leur domination sur le territoire, et donc « de s'arroger l'exclusivité du trafic de stupéfiants et le contrôle de la prostitution³ ». Malgré la disparition des Bélanger en 1989, leur impact sur la ville perdure. Les Bélanger, rapportait *La Presse* en 1989, constituent un groupe qui « est considéré comme le modèle » de tous les autres gangs haïtiens, la source de laquelle découlent des problèmes de gang qui n'ont cessé de s'intensifier⁴.

Toutefois, la vérité concernant les Bélanger est d'une tout autre nature. Le gang ne nourrissait pas la violence, mais il réagissait plutôt à la violence des autres. Dans les années 1980 à Montréal, les Haïtiens faisaient face à des insultes et des attaques racistes partout dans la ville. Le racisme manifeste était alors répandu et socialement accepté parmi les Blancs. Il était normal que les personnes blanches insultent les Haïtiens dans les espaces publics, à l'école et dans le métro. Souvent, ces insultes étaient suivies d'agressions physiques. Certaines parties de la ville étaient pires que d'autres, et certains Haïtiens évitaient les zones les plus à risque par mesure de sécurité. Ils restaient chez eux et ils

3. Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM), *Dossier gangs de rue – Rapport de situation et recommandations* (rapport interne du SPCUM en possession de l'auteur), 27 juillet 1989, p. 10.

4. Bruno Bisson, « Les gangs de jeunes: une menace? » *La Presse*, 23 juin 1989.

bâtissaient leurs propres institutions, des lieux de refuge où ils étaient à l'abri d'une ville hostile. Mais les Bélanger, les enfants d'immigrants haïtiens, aspiraient à quelque chose de plus grand. Ils voulaient se faire une place dans la ville, que ce soit pour eux-mêmes ou pour les autres Haïtiens. Pour ce faire, ils devaient s'organiser pour affronter et faire disparaître les insultes et les violences de nature raciste. C'était le but des Bélanger : lutter contre les violences racistes et créer une ville plus ouverte. Ils ont eu recours à la violence pour se défendre, rendant ainsi aux racistes blancs la monnaie de leur pièce. Avec le temps, les attaques racistes contre les Haïtiens étaient de moins en moins fréquentes. En affrontant les actes de terreur qui existaient déjà à ce moment-là, les Bélanger étaient loin de « terroriser la ville », mais contribuaient plutôt à créer une société moins dangereuse pour les Haïtiens et les autres groupes marginalisés.

Loin d'être une entreprise criminelle, les Bélanger n'étaient finalement qu'un groupe d'amis. Comme il a été indiqué dans les médias, il est vrai que le groupe s'est formé dans un parc au nord-est de la ville, un endroit qui s'appelait officiellement parc Sainte-Bernadette, mais que les Haïtiens appelaient toujours parc Bélanger. Le groupe s'est formé et a évolué comme n'importe quel groupe d'amis, alors que ses membres partageaient des intérêts communs. Au début, il s'agissait du basketball et du soccer. En vieillissant, le groupe se réunissait dans les appartements des gens pour boire, discuter, écouter de la musique et se rendait aux soirées dansantes ainsi que dans les boîtes de nuit. Comme la plupart des immigrants racisés, le groupe a grandi en grande partie dans la pauvreté et a dû surmonter d'énormes défis, notamment pour trouver un emploi décent. Certains membres du groupe se sont tournés vers la petite délinquance afin de payer leur loyer et obtenir ce dont ils avaient besoin pour vivre, mais cela n'a jamais été une activité de « gang ». Il s'agissait de pratiques auxquelles se livraient certains membres lorsqu'ils étaient seuls ou en petits groupes. Le but du gang était tout autre. Pendant plus de dix ans, le gang est parvenu à réunir un groupe de jeunes Haïtiens et leur a procuré un sentiment d'appartenance

et de plaisir. Ce regroupement leur a permis de faire ensemble ce qu'ils n'auraient jamais pu faire seuls : prendre leur place dans une ville où les insultes et les violences racistes terrifiaient les personnes racisées et les maintenaient dans des limites géographiques restreintes.

Plutôt qu'une réaction à la violence et à la criminalité des gangs, la répression policière en était finalement une des causes. L'action et l'inaction de la police ont déterminé les circonstances menant à la formation des gangs. En effet, la police harcelait et brutalisait la communauté haïtienne tout en détournant le regard lorsque les racistes blancs agissaient de la même façon. Le gang des Bélanger a été formé pour fournir le genre de protection que la police n'offrait pas. Au fil du temps, la police surveillait de plus en plus étroitement les Bélanger et les autres gangs haïtiens, ayant commencé une guerre discrète contre les gangs deux ans avant le déclenchement officiel de la guerre en 1989. Durant cette période, les actions policières ont favorisé les conflits entre gangs de diverses manières. Elles leur ont donné une image rebelle qui attirait les jeunes marginalisés tout en incitant certains membres du gang à abandonner le groupe. En effet, certains d'entre eux sont partis pour diverses raisons, notamment pour éviter le harcèlement policier ou pour éviter tout risque d'emprisonnement. Si certains gangs haïtiens sont finalement devenus des organisations criminelles, c'est en partie parce que l'action de la police a fini par altérer la composition et l'objectif des gangs, les laissant de plus en plus sous l'influence de membres qui étaient prêts à faire face aux menaces de criminalisation et de punition étant donné qu'ils avaient choisi une carrière criminelle. Les dynamiques qui en résultent sont vicieuses et circulaires et persistent toujours : le traitement agressif réservé aux gangs a justement amplifié la criminalité que la police prétendait combattre.

La vraie histoire des Bélanger doit être racontée, et pas seulement pour remettre les pendules à l'heure. Leur histoire ne concerne pas uniquement un groupe de jeunes Haïtiens qui se sont organisés pour se défendre et défendre leur communauté. C'est aussi l'histoire d'une ville, celle de Montréal, et les changements qui l'ont transformée, la

décalant de sa position de centre industriel dominé par des populations blanches francophones et anglophones (qui étaient alors en concurrence les unes avec les autres) à celle d'une métropole post-industrielle et profondément multiculturelle où s'entrelacent les débats linguistiques et les questions portant sur l'immigration, l'intégration ainsi que la discrimination raciale. C'est l'histoire de nouvelles cultures et de nouveaux paysages, des immigrants jouant au soccer et au basketball. C'est l'histoire de l'émergence des musiciens et D.J. des Caraïbes remplissant les discothèques, les bars et les parcs publics de sons provenant du reggae, de la soca et du hip-hop. C'est aussi l'histoire des insécurités et des défis que ces changements ont entraînés et que différentes personnes et communautés ont pu surmonter. Enfin, c'est l'histoire du crime et du corps policier, des crimes de la police, et d'un ensemble d'idées sur le crime et la police qui étaient nouvelles dans les années 1980, mais extrêmement courantes de nos jours. Comme le dit un membre des Bélanger à propos des années 1980 : « *Tout était nouveau à l'époque. Tout ce que nous connaissons sur la ville aujourd'hui ne faisait qu'apparaître* ». L'histoire des Bélanger, « *c'est nous, explique-t-il, mais c'est aussi vous* ».

Ce livre raconte l'histoire des Bélanger et la manière dont ses membres ont affronté et transformé la ville. L'histoire commence dans les années 1970, alors que des changements affectent la politique d'immigration canadienne, menant ainsi à l'éclosion d'une importante communauté haïtienne dans le quartier Saint-Michel, c'est-à-dire la communauté au sein de laquelle les membres des Bélanger ont grandi. À partir de là, le livre retrace le cheminement des Bélanger, des jours passés sur le terrain de basketball au parc Bélanger à la fin des années 1970 jusqu'à leur dissolution à la fin des années 1980. En cours de route, nous décrivons les activités quotidiennes et ordinaires qui ont réuni le groupe, les années de lutte contre les racistes blancs dans le métro et les parcs publics ainsi que l'émergence d'autres gangs haïtiens. Nous discutons également du

rôle de la police, toujours plus agressive, et celui d'autres enjeux qui ont bouleversé la composition et la raison d'être des Bélanger, mais aussi d'autres gangs haïtiens. Bien qu'il se concentre en grande partie sur les années 1980, le livre est écrit dans le présent et pour le présent. Alors que les gangs de rue continuent de retenir l'attention de la police, des médias et d'une grande partie du public, le livre fournit des détails qui passent sous silence lors des discussions générales pour ainsi remettre en question la façon dont les jeunes criminalisés sont compris et leurs actions interprétées. Comme l'épilogue l'indique assez clairement, le fait de regrouper les jeunes Noirs (qu'ils soient impliqués dans un gang ou non) dans la catégorie « gang de rue » leur apporte un niveau d'attention démesuré, en plus d'occulter les problèmes sociaux plus larges qui influent sur les perspectives d'avenir et la sécurité des résidents de la ville.

Puisque le livre s'intéresse à l'histoire d'un gang, il s'écarte considérablement de la plupart des récits dominants. Lorsque les gangs haïtiens ont attiré l'attention du public dans les années 1980, les médias et la police se sont immédiatement trompés sur leur compte. Le temps n'a pas été en mesure de réparer cette erreur, mais l'a plutôt cimentée. Il existe maintenant des centaines d'articles et de livres sur les gangs de rue montréalais, notamment les gangs haïtiens. Ces travaux sont pratiquement tous réalisés par des universitaires et des journalistes qui mettent l'accent sur les aspects les plus dramatiques, criminels et violents des sujets qu'ils abordent. Les écrits universitaires, en grande partie rédigés par des criminologues, ont tendance à utiliser des cadres théoriques développés par des universitaires aux États-Unis, des cadres qui ont été vivement critiqués par d'autres universitaires américains⁵.

5. Pour des exemples d'écrits universitaires sur les gangs de Montréal, voir Marc LeBlanc, « Violences, bandes, minorités ethniques et réadaptation des jeunes délinquants », *Revue canadienne de Psycho-Éducation*, vol. 20, no 2, 1991, p. 139-150; Sylvie Hamel, Marie-Marthe Cousineau et Martine Vézina, « Jeunesse et gangs de rue : Évaluation d'un projet d'action intersectorielle pour la prévention du phénomène des gangs » [Rapport déposé au Centre national de prévention du crime], Institut de recherche pour le développement social des jeunes, 2006; Maria Mourani, *La face cachée des gangs de rue*, Montréal: Les Éditions de l'Homme, 2006.

Comme l'expliquent les critiques, ces cadres éloignent les gangs de leur contexte social plus général, y compris d'autres groupes de jeunes. Par conséquent, ils se focalisent sans commune mesure sur les méfaits des membres de gangs qui sont en réalité plus courants chez les jeunes, tout en attribuant ces activités aux particularités sociales ou culturelles qui semblent caractériser la communauté dans laquelle les membres ont grandi⁶. Les affirmations récentes de deux criminologues montréalais selon lesquelles la violence chez les jeunes Haïtiens est causée par la « culture hip-hop » en sont un exemple : la cause de la criminalité chez les personnes racisées proviendrait supposément de la culture noire, peu importe le moment où cette culture a émergé ou à quel point elle est répandue et est devenue multiraciale⁷.

Les récits de journalistes ne valent pas mieux. Les histoires rapportées par les médias ont pour but de favoriser la vente des journaux et de générer du trafic en ligne. Les titres chocs comme « Prendre plaisir à tuer à l'âge de 15 ans » (1989) ou « Des gangs violents et armés jusqu'aux dents⁸ » (2021) n'en paraissent que normaux. En plus de présenter qu'une perspective partielle, les sources de ces histoires sont peu nombreuses.

6. Pour une critique des études américaines sur les gangs, voir Scott Decker *et al.*, « What do we know about gangs and gang members and where do we go from here ? », *Justice Quarterly*, vol. 30, no 3, 2013, p. 369-402; Jack Katz et Curtis Jackson-Jacobs, « The criminologists' gang », *The Blackwell Companion to Criminology* (Colin Sumner, dir.), New York, Blackwell Publishing, 2004, p. 91-124; Mercer Sullivan, « Maybe We Shouldn't Study «Gangs»: Does Reification Obscure Youth Violence ? », *Journal of Contemporary Criminal Justice*, vol. 21, no 2, 2005, p. 170-190.
7. Daniel Renaud, « Un expert craint une montée de la culture des armes à feu », *La Presse*, 1er novembre 2019, <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2019-11-01/grand-montreal-un-expert-craint-une-montee-de-la-culture-des-armes-a-feu> (20 février 2022); Félix Lacerte-Gauthier, « Violence : une situation qui perdure à Montréal », *Journal de Montréal*, 17 novembre 2021, <https://www.journaldemontreal.com/2021/11/17/violence-une-situation-qui-perdure-a-montreal> (20 février 2022).
8. Serge Labrosse, « Prendre plaisir à tuer à l'âge de 15 ans », *Journal de Montréal*, 1er février 1989; Eric Thibault et Félix Séguin, « Des gangs violents et armés jusqu'aux dents », *Journal de Montréal*, 6 mars 2021, <https://www.journaldemontreal.com/2021/03/06/des-gangs-violents-et-armes-jusquaux-dents> (20 février 2022).

La police constitue la principale source d'information sur les gangs, adoptant une perspective qui exagère inévitablement le danger que ces derniers représentent ainsi que l'efficacité de la police à les combattre et à assurer la sécurité du public. Il arrive que les médias introduisent également les points de vue des résidents vivant dans des quartiers où l'on retrouve des gangs de rue. Dans ces récits, les habitants racontent qu'ils ont toujours peur, que ce soit pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, même lorsque les actes de violence qui ont lieu dans leur quartier se produisent seulement entre les membres de gangs. Certains journalistes et universitaires ont rédigé des comptes rendus plus détaillés portant sur les gangs de rue, des comptes rendus complets basés sur de nombreuses sources et des années de recherche⁹. Cependant, toujours est-il qu'ils adoptaient la même perspective étriquée. En outre, il existe un livre sur Master B, un gang haïtien dont nous discutons dans ce livre, qui met l'accent sur la criminalité et la violence du gang au détriment des activités régulières qui ont réuni le groupe ainsi que des causes réelles qui ont mené à sa création, c'est-à-dire pour combattre le racisme et la violence dont faisaient preuve les Blancs.

Il existe d'autres façons de raconter l'histoire d'un gang de rue, comme le démontrent certains ouvrages de moins grande envergure et de nature plus critique. Sur le plan géographique, les gangs de rue sont présents dans toutes les villes industrielles du monde. Sur le plan historique, leur existence remonte à l'émergence des grandes villes et, au fil du temps, ils ont évolué en tandem avec celles-ci. Bien que la composition, les activités et les identités des gangs soient extrêmement variées, ces derniers proviennent principalement de communautés pauvres, et pour cause. En effet, comme l'explique Mike Davis, « les gangs établissent le pouvoir pour les personnes qui n'en ont pas grâce

9. Voir Vincent Larouche, « *Moi, Ziad, soldat des gangs de rue* », Montréal, Les intouchables, 2010 ; Pierre Tremblay, « *Beauvoir Jean : Le récit d'un vétéran* », Montréal, Liber, 2011.

à leur contrôle des petits espaces urbains»¹⁰, qu'il s'agisse des coins de rue, des parcs ou encore des quartiers. Ils fournissent le statut social, la sécurité physique et/ou les revenus que les communautés plus privilégiées acquièrent par des moyens légaux plus conventionnels. Jusqu'au milieu du vingtième siècle, les communautés marginalisées des grandes villes d'Amérique du Nord et d'Europe étaient en grande partie blanches, tout comme les gangs. Ces derniers étaient particulièrement répandus dans les communautés qui, bien qu'elles soient de nos jours considérées comme blanches, étaient reléguées à un rang inférieur en raison de leur origine ethnique (par exemple, les communautés irlandaise, italienne, juive et canadienne-française)¹¹. Dans de nombreux cas, la naissance des gangs au sein de ces communautés avait non seulement pour but de fournir une source de revenus ou un statut social, mais elle visait aussi à lutter contre les agressions physiques des communautés blanches dominantes déjà en place. Les gangs à Montréal, dont les origines remontent aux années 1820, suivent ce schéma général. Jusque dans les années 1980, ils étaient toujours implantés dans des communautés blanches vivant dans la pauvreté¹².

L'émergence de communautés noires en générale et celle de gangs non blancs se sont produites plus tard, quand ils se sont développés dans les grandes villes en raison de la migration internationale et de l'exode rural. Aux États-Unis, des gangs noirs sont apparus dans les

10. Mike Davis, « Foreword », dans *A World of Gangs: Armed Young Men and Gangsta Culture* de John Hagedorn, Minneapolis: University of Minnesota Press, 2008, p. xi.
11. Voir Frederic Thrasher, *The Gang: A Study of 1,513 Gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1927; Martin Sanchez-Jankowski, *Islands in the Street: Gangs and American Urban Society*, Berkeley, University of California Press, 1991; John Hagedorn, *A World of Gangs: Armed Young Men and Gangsta Culture*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 2008.
12. Voir François-Xavier Ribordy, *Conflit de culture et criminalité des Italiens à Montréal* (thèse de doctorat), Université du Québec à Montréal, 1970; Marc LeBlanc, *Des bandes de jeunes: ampleur et nature du phénomène à Montréal* (rapport de recherche), Montréal, 1973; David Niget, *Jeunesses populaires sous le regard de la justice: Naissance du Tribunal pour enfants à Angers et Montréal (1912-1940)* (thèse de doctorat), Université du Québec à Montréal et Université d'Angers, 2006.

grandes villes à la suite de la « grande migration » des Noirs qui ont quitté les milieux ruraux du sud pour se diriger vers les villes industrielles du nord et de l'ouest à partir de la fin du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle. La plupart des récits qui relatent l'histoire de ces gangs, tout comme celle des autres gangs en général, sont en grande partie stigmatisants. L'existence des gangs est attribuée à la pauvreté et à l'exclusion, mais aussi au dysfonctionnement socioculturel de leurs membres, voire de l'ensemble de leurs communautés. Toutefois, certains ouvrages proposent une histoire bien différente. Quelques récits des Slausons à Los Angeles, par exemple, montrent la manière dont le gang a été formé pour défendre la communauté noire contre les attaques physiques des gangs blancs, connus sous le nom de « Spook Hunters »¹³. Dans les années 1960, un des chefs Slausons, Bunchy Carter, a établi des liens avec le Black Panther Party d'Oakland (une organisation militante ou révolutionnaire) et son gang est devenu une branche de l'organisation. Il se trouve que les Blackstone Rangers de Chicago font l'objet d'une réflexion dans un livre qui révèle de façon similaire le but de nature sociopolitique du gang¹⁴. Comme les Slausons, les Rangers ont combattu la violence et l'oppression racistes, en ayant parfois recours à des confrontations politiques.

Ce livre s'appuie sur ces récits plus approfondis qui replacent d'ailleurs les gangs dans leur contexte socio-économique, ce qui permet d'éviter la stigmatisation des gangs de rue. Il est intéressant de noter que les premières recherches sur les gangs à Montréal étaient beaucoup moins stigmatisantes qu'aujourd'hui. La première grande étude sur les gangs montréalais, publiée en 1973, a révélé que les gangs faisaient partie de communautés blanches et pauvres (qu'elles soient irlandaises,

13. Damien Sojoyner, « Changing the lens: moving away from the school to prison pipeline », *Counterpoints*, vol. 453, 2014, p. 54-66 ; Cle Sloan (dir.), *Bastards of the Party* (documentaire), production indépendante, 2005.

14. Voir Natalie Moore and Lance Williams, *The Almighty Black P. Stone Nation: The Rise, Fall, and Resurgence of an American Gang*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2011.

italiennes ou québécoises) et se livraient à divers délits mineurs, réactions logiques étant donné leur situation de pauvreté¹⁵. Selon l'auteur de l'étude, ils ont employé la violence pour des raisons tout aussi logiques (par exemple, dans le cadre d'un vol qualifié). Mais, ironie du sort, l'auteur de cette étude est parvenu à des conclusions très différentes lorsque les gangs haïtiens ont fait leur apparition dans les années 1980. Il affirmait que ces gangs ont eu recours à la violence en raison « de la culture de violence qui sévit depuis des générations dans leur pays d'origine¹⁶ ». Ainsi, ce livre cherche dans une certaine mesure à étudier les gangs de Bélanger comme ont été étudiés les gangs de Blancs qui les ont précédés, en relatant la manière dont ils ont émergé pour faire face à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Cependant, comme les études susmentionnées qui portent sur les gangs noirs dans les villes américaines, le livre place également le racisme et la violence des Blancs au centre de l'histoire, dévoilant la façon dont les Bélanger ont contribué à combattre et à diminuer en fin de compte les insultes et les attaques physiques contre la communauté haïtienne à cette période, et ce à des fins politiques.

Puisque ce livre se rapporte à Montréal, il s'écarte également des récits existant sur la métropole. Ainsi, les altérations profondes qu'a subies la ville dans les années 1970 et 1980 ont été richement documentées. Jadis le centre industriel du Canada, Montréal a perdu la moitié de ses emplois manufacturiers au cours de cette période. L'arrondissement sud-ouest, situé juste à côté du canal de Lachine, a perdu plus de 10 000 emplois manufacturiers entre 1973 et 1988 et a vu sa population diminuer de moitié¹⁷. Ces pertes font partie d'un virage encore plus important ayant

15. Marc LeBlanc, *Des bandes de jeunes: ampleur et nature du phénomène à Montréal* (rapport de recherche), Montréal, 1973.

16. Marc LeBlanc, «Violences, bandes, minorités ethniques et réadaptation des jeunes délinquants», *Revue canadienne de Psycho-Éducation*, vol. 20, no 2, 1991, : p.144.

17. Voir Steven High, *Deindustrializing Montreal: Entangled Histories of Race, Residence, and Class*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2022.

cours dans les villes du nord qui passent alors du secteur manufacturier au secteur des services. Toutefois, les nouveaux sièges sociaux et les emplois dans le secteur des services tertiaires avaient tendance à apparaître à Toronto plutôt qu'à Montréal. Les secteurs public et parapublic, qui ont commencé à prospérer au cours de la Révolution tranquille des années 1960, ont continué à se développer dans les années 1970, mais la stagnation économique a exercé une pression sur les dépenses publiques, en particulier lors d'une récession majeure en 1982. Toutes ces raisons permettent d'expliquer l'augmentation du taux de chômage dans la ville en 1975, puis l'enregistrement d'un pic s'élevant à 14 % en 1983. Ce taux ne passera pas sous la barre des 10 % avant la fin des années 1990.¹⁸ La période comprise entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1980, c'est-à-dire la période dont ce livre fait état, est marquée par une crise économique persistante ainsi que par des débats houleux sur la manière de diriger la ville dans une meilleure direction.

Alors que l'économie s'essouffle, la ville expérimente d'autres types de transformations. Depuis le début de l'industrialisation dans les années 1830, la ville est profondément divisée par la langue. Les anglophones, qui constituent pourtant une minorité à partir de 1865, contrôlent alors le monde des affaires et obtiennent les emplois les mieux rémunérés. Il ne s'agissait pas uniquement d'une question de compétences linguistiques. Comme l'a révélé le célèbre recensement canadien de 1961, les anglophones bilingues gagnaient 41 % de plus que les francophones bilingues. Même les anglophones unilingues gagnaient 37 % de plus que les francophones bilingues et 93 % de plus que les francophones unilingues¹⁹. Ces inégalités linguistiques et ethniques stimulaient les mouvements sociaux qui se propageaient dans

18. Mario Polèse, « Montreal's Economy Since 1930 », dans *Montreal: The History of a North American City* de Dany Fougères and Roderick MacLeod (éditeurs), Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2018, p.164–205.

19. Polèse, *op. cit.*, p.180.

les années 1960, ouvrant ainsi la voie à des débats politiques portant sur la langue, la nation et la souveraineté au Québec. Divers changements dans les années 1960 et 1970, y compris la *Charte de la langue française* (loi 101) en 1977, ont permis d'éliminer l'écart entre les anglophones bilingues et les francophones en 1981 et de faire pencher la balance en faveur de ces derniers en 1991²⁰. Tandis que ce changement s'opérait, les retombées des modifications apportées à la politique d'immigration canadienne dans les années 1960 devenaient évidentes. En effet, à partir de 1975, la majorité des immigrants du Canada et du Québec provenaient non pas de l'Europe ou des États-Unis, mais des pays du sud. Ainsi, ces nouveaux arrivants venaient s'installer dans une ville et un pays longtemps marqués par la suprématie blanche²¹. Les débats sur la langue et la souveraineté dans les années 1980 faisaient rage aux côtés des discussions tendues sur l'immigration, l'intégration et la discrimination raciale, et les deux débats semblaient même s'entremêler²².

Les défis et les injustices auxquels sont confrontés les migrants racisés à Montréal sont relativement bien documentés. Par exemple, de nombreuses études mettent en évidence la discrimination que subissent les immigrants racisés sur le marché du logement, le marché du travail et le système d'éducation à Montréal. Une importante étude réalisée en 1982 a révélé que les immigrants racisés étaient victimes de discrimination systémique sur le marché du logement et qu'ils devaient se contenter d'habiter dans des zones délimitées où les propriétaires étaient

20. Polèse, *op. cit.* ; Marc Levine, *The Reconquest of Montreal: Language Policy and Social Change in a Bilingual City*, Philadelphia, Temple University Press, 1991.

21. Voir les chiffres dans Cory Blad et Philippe Couton, « The rise of an intercultural nation: immigration, diversity, and nationhood in Quebec », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 35, no 4, 2009, p. 645-667.

22. Sur la façon dont les débats sur l'immigration et la discrimination raciale et les débats antérieurs sur la langue et la souveraineté se sont entrecroisés, voir Sean Mills, *A Place in the Sun: Haiti, Haitians, and the Remaking of Quebec*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2016

disposés à leur louer des logements qui se trouvaient toutefois dans un état de délabrement²³. Une autre étude effectuée en 1984 dévoilait que le taux de chômage chez les jeunes racisés dépassait 65 % en 1984, soit plus du triple du taux de chômage chez les jeunes Blancs²⁴. Ces constats servent de toile de fond à ce livre, et nous y faisons référence dans les pages qui suivent. Cependant, ils serviront surtout à analyser l'accueil ou « l'inclusion » des immigrés non blancs dans la société dominante, car leur but est d'expliquer les démarches d'un migrant non blanc qui souhaite louer un appartement, postuler à un emploi, ou encore entrer dans une salle de classe où la majorité des personnes sont blanches. Ce faisant, ils négligent une forme différente de racisme, pourtant plus agressive, c'est-à-dire une forme de racisme qui n'empêche pas uniquement une personne noire de s'intégrer dans la société, mais qui la poursuit également dans les rues, dans les parcs publics et dans le métro. Les Bélanger ont été formés pour combattre ce type de racisme beaucoup plus agressif et que ce livre tente d'ailleurs d'exposer.

Autour de ces récits sur l'injustice raciale, il existe quelques ouvrages qui décrivent la manière dont les communautés immigrantes racisées se sont mobilisées pour combattre ces injustices. Les travaux de Paul Dejean, Grace Sanders, Sean Mills, Viviane Namaste et Désirée Rochat²⁵ sur l'organisation communautaire des Haïtiens montréalais

23. Benjamin Teitelbaum et Louise Bérubé, *La discrimination raciale dans le logement à Montréal*, Mouvement québécois pour combattre le racisme, 1982.
24. Leonel Jacques Rulz et al., *L'intégration des jeunes des minorités visibles: un défi pour la société*, Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne (CIDICHCA), 1986.
25. Voir Paul Dejean, *Les Haïtiens au Québec*, Montréal, Les presses de l'Université du Québec, 1978; Grace Saunders, *La Voix des Femmes: Haitian Women's Rights, National Politics, and Black Activism in Port-au-Prince and Montreal, 1954-1986* (Thèse de doctorat), Université du Michigan, 2013; Sean Mills, *A Place in the Sun: Haiti, Haitians, and the Remaking of Quebec*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2016; Viviane Namaste, *Savoirs créoles: leçons du Sida pour l'histoire de Montréal*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2019; Désirée Rochat, *Archiving Black Diasporic Activism: How the Shared Praxis of Haitian Activists at La Maison D'Haïti Built a Community* (Thèse de doctorat), Université McGill, 2021.

sont particulièrement utiles. Ils mettent au jour le combat qu'ont livré les Haïtiens et les autres Montréalais noirs contre les diverses formes d'injustice raciale. Dans les années 1970, la plupart des organisations haïtiennes à Montréal concentraient leurs forces afin de faire tomber les dictatures de François Duvalier et de Jean-Claude Duvalier en Haïti, mais les problèmes locaux faisaient également l'objet d'une attention croissante. Les campagnes importantes des années 1970 et du début des années 1980 visaient à mettre fin à la déportation des migrants haïtiens, à éliminer le racisme dans l'industrie du taxi et à contester le racisme ainsi que la violence dont faisait preuve la police de Montréal. Des groupes féministes haïtiens ont mené des actions tout aussi importantes, mais moins reconnues. Leur travail a remis en question les oppressions mêlant la race, le genre, la classe sociale et le statut de citoyen, et ce tant dans la société en général qu'au sein de la communauté haïtienne. Comme le souligne Sanders, les féministes haïtiennes de Montréal se sont mobilisées autour d'une série de questions, mais la possibilité même de s'organiser exigeait qu'elles remettent en question « les récits nationaux (haïtiens) bien établis qui présentent les femmes comme des travailleuses domestiques naturelles » et qui dépeignent les féministes comme des « agitatrices égoïstes incapables d'entretenir des relations saines²⁶ ».

Bien qu'ils demeurent essentiels, ces récits portant sur l'organisation haïtienne se concentrent toutefois exclusivement sur les organisations communautaires et militantes formelles. Ils négligent ainsi le rôle des Bélanger et des premiers gangs haïtiens dans la lutte contre certaines de ces formes d'injustice raciale, lutte qui ne consistait pas à protester, mais à attaquer de front les auteurs des actes de harcèlement et de violence raciale. Ces activités font partie intégrante

26. Grace Sanders, « Haitian Feminist Diasporic Lakou: Haitian Women's Community Organizing in Montreal, 1960-1980 », *Sisters or Strangers? Immigrant, Ethnic, and Racialized Women in Canadian History* (Marlene Epp and Franca Iacovetta, dir.), Toronto, University of Toronto Press, 2016, p. 386.